

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.

CEL : 90.00.99.83 / 94.95.75.33

E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

7^{ème} année

N°346 DU MERCREDI
03 JUILLET 2019

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

Présidence tournante de la CEDEAO

Mahamadou Issoufou doit d'abord régler son litige avec son opposant avant de se mêler des conflits des autres pays



La désignation de Mahamadou Issoufou à la tête de la CEDEAO, eu égard aux habitudes de l'institution, jette un doute sérieux sur l'issue du contentieux judiciaire qui l'oppose au chef de file de l'opposition nigérienne devant la Cour de justice de la communauté... Lire pages 4-5

Coordination régionale Lumana de Niamey

Qu'est-ce qui se passe encore ?

Adoption du Code électoral

Seyni Oumarou contrôle-t-il réellement le Mnsd Nassara?

Lettre au “président de la République”

Monsieur le “Président”,

Bakary Saïdou est un prisonnier politique et ce sont des juges qui le disent

J’ai appris que vous avez été porté par vos pairs à la tête de la CEDEAO et je voudrais vous en féliciter. Vous m’excuserez certainement de ne pas pouvoir applaudir, comme le président de l’Assemblée nationale, Ousseïni Tinni, et les autres qui vous ont accueilli à votre retour d’Abuja. Je sais, pour l’avoir entendu ici et là, que vos détracteurs sont extrêmement jaloux de vos multiples succès à l’extérieur au point où ils affirment que vos pairs ont si bien compris que les problèmes de votre peuple ne vous préoccupent pas tant ; que vous avez un tel désir de paraître à l’extérieur qu’ils vous comblent ; en un mot, que vous vous exténuez à faire briller l’extérieur alors que l’intérieur est tout pourri. Si je reconnais qu’il y a tant de choses à faire chez nous afin de donner un mieux-être à nos compatriotes, régulièrement confrontés à des besoins d’alimentation en grains et en eau, en énergie et en sécurité, je suis également d’avis que chacun est libre de choisir ce qu’il veut laisser à la postérité. Vous avez fait votre choix et l’histoire, pas celle qui se fera à Addis Abeba ou à Abuja, mais qui sera écrite à Niamey, se fera à l’encre des souffrances, des larmes et du sang de vos compatriotes. Elle s’écrira avec l’encre des tonnes de vivres d’aide alimentaire détournées alors que des compatriotes sont confrontés à l’insécurité alimentaire ; elle se fera à l’encre de l’eau qui manque à Zinder, à N’guiguimi, à Niamey même. Elle se fera également à l’encre des privations arbitraires de liberté, de l’instrumentalisation de la justice utilisée pour régler des comptes politiques ou de marchandage, du détournement massif des deniers et bien publics qui a fait des milliardaires en huit ans de votre gouvernance, du trafic de drogue qui finance le terrorisme et dont les tenants sont logés à la présidence de la République, au Cabinet du Premier ministre et à l’Assemblée nationale. Je respecte, donc, votre choix, de travailler à entretenir une image insolite à l’extérieur alors que votre pays croupit sous une tonne de problèmes. Rassurez-vous, je ne suis pas naïf pour ne pas comprendre que l’on ne peut promouvoir tout ce dont je viens de faire cas et pouvoir redresser son pays.

Monsieur le “Président”

Je sais que vous n’avez pas la tête à la

saïson pluvieuse, ces jours-ci et que, jusqu’au 10 juillet prochain, il vous sera difficile d’avoir une pensée pour ces millions de vos compatriotes qui scrutent en permanence le ciel, en quête de nuages porteurs de pluies. L’angoisse est réelle, la pluie se faisant rare tandis que la chaleur se fait de plus en plus intense. Certains de nos compatriotes, je dois vous le rapporter, ont dû à ce jour refaire leurs semis, l’interruption des pluies et le soleil ardent ayant détruit ce qu’ils avaient enfoui sous terre avec tant d’espoir. Je comprends que votre préoccupation est toute tournée vers l’accueil de vos hôtes de marque, la qualité de leur séjour ainsi que leurs impressions sur le visage de Niamey que vous ne manquerez pas de vendre. Je sais que vos conseillers connaissent si bien ce tempo que personne n’osera vous parler de saison de pluies et des perspectives qui se dessinent, la météo ayant très tôt alerté sur le fait qu’il pleuvra moins, cette année, que l’année dernière.

Le problème est qu’après le 10 juillet, lorsque vos hôtes nous auront laissés face à nos problèmes, vous serez si accaparé par la problématique Bazoum-Salou que vous allez carrément oublier davantage le Niger profond. La guerre de tranchées prendra dès lors l’allure d’un corps-à-corps entre vos partisans et je ne suis pas sûr que ce sera un jeu d’enfants. Tout le monde, je vous assure, est conscient de la tragédie qui se joue au cœur du pouvoir. Les choses peuvent s’étirer le plus longtemps possible, mais elles finiraient bien par se représenter telles qu’on l’entrevoit. C’est, soit le général Salou Djibo, soit Mohamed Bazoum. Si ce n’est pas le cas, l’hypothèse éventuelle, difficile à envisager, me fait frémir d’effroi. Vous comprenez donc que je ne l’aborde pas, ici, pour éviter de chiper au temps ce qui lui revient.

Monsieur le “Président”

J’ai appris, par Rfi, que le camp militaire d’Inatès a été l’objet d’attaques terroristes, ce jour, lundi 1^{er} juillet 2019. Par delà le prix en termes de vies perdues et de dégâts matériels enregistrés, il faut dire que cette attaque est un coup médiatique sordide que tentent les terroristes, histoire de susciter un climat de peur chez vos invités. Je déteste ces terroristes, vous savez. Je déteste les

terroristes, mais aussi tous ceux qui sont de mèche avec eux. Que ce soit les narcotrafiquants ou les hommes politiques qui, par calculs mesquins, font alliance avec ces hommes sans foi ni loi. C’est pourquoi, depuis presque toujours, je vous interpelle sur ce laxisme observé dans la lutte contre le trafic de drogue au Niger. Je ne comprends pas que vous continuiez à garder des narcotrafiquants notoires sur la liste de vos conseillers, avec passeport diplomatique. Que le Premier ministre en fasse autant et que l’Assemblée nationale ne soit pas en reste. Pourquoi se lier d’amitié avec quelqu’un qui vous poignarde régulièrement dans le dos ? La répétition étant pédagogique, je vous rappelle le refrain habituel, du reste chanté par Mohamed Bazoum, votre ministre de l’Intérieur. C’est bien le trafic de drogue qui finance le terrorisme et le banditisme transfrontalier.

Monsieur le “Président”

À la veille de ces importantes assises africaines que vous accueillez, j’ai brusquement pensé à tous ceux qui ont été et/ou qui sont victimes de détention arbitraire depuis que vous êtes à la tête de l’Etat. J’ai surtout pensé à Bakary Djibo, le président du groupe parlementaire de Lumana sous la première législature de la 7^e République que l’on dit être votre prisonnier personnel. Je puis vous assurer que cette opinion est d’abord issue des milieux judiciaires où tous ceux qui ont eu connaissance du dossier le disent totalement vide. Que ce soit au niveau du Tribunal de première instance hors classe de Niamey ou de la Cour d’appel, c’est la même sentence : le dossier est désespérément vide, comme l’a, du reste, écrit noir sur blanc l’enquête de gendarmerie diligentée sur instructeur du procureur de la République. Pourtant, Bakary Saïdou est méchamment envoyé en assises. Dans un pays où des narcotrafiquants, même ceux qui ont fait tuer des personnes et/ou qui sont cités dans l’affaire de l’entrepôt de tonnes de drogue démantelé en juin 2018, sont en totale liberté, envoyer un innocent devant la Cour d’assises relève indiscutablement de la méchanceté gratuite, du ressentiment et de la rancœur malade.

Suite page 3

Comme tant de Nigériens, j'ai été scandalisé d'apprendre que Mohamed Sidi Mohamed alias Hamadana, ce conseiller du président de l'Assemblée nationale arrêté en Guinée Bissau avec 800 kilos de cocaïne, était bel et bien cité dans l'affaire de l'entrepôt de tonnes de résines de cannabis. Il a fallu qu'il soit arrêté en dehors du Niger, autrement rien de fâcheux ne lui serait arrivé.

Monsieur le "Président"

Bakary Saïdou est innocent et vous le savez parfaitement. Ça fait trois ans que ce digne père de famille garde prison, au nom d'une faute que la Gendarmerie ne lui a pas trouvée. Au contraire, la Gendarmerie a certifié, avoir évalué et testé la procédure de décaissement, que Bakary Saïdou a beau vouloir détourner quoi que ce soit, il ne le pouvait pas. Ce n'est pas, du reste, un hasard si l'Union européenne, bailleur de fonds, lui a décerné un témoignage officiel de satisfaction. Bakary Saïdou est, donc, un prisonnier politique dont le dossier ne dépend d'aucun juge puisqu'il est vide. Il l'a finalement admis, ses parents et amis l'ont compris depuis belle lurette, ses avocats le savent mieux que quiconque et dans les milieux des juges, ce n'est rien d'autre que ça qui est dit et répété.

Ma conviction, je vais vous la ressasser, c'est celle d'Ahmadou Hampâté Bâ qui dit que l'homme n'est qu'une misérable petite moisissure de la terre. La plus grande Cour d'assises, c'est celle de Dieu où la sentence est irrévocable. C'est pourquoi j'invoque Dieu, le Tout Puissant, le Tout Miséricordieux, afin qu'il place Bakary Saïdou sous sa protection infaillible et qu'il écrase, de sa toute puissance, tous ceux qui empruntent la voie du faux et du mensonge pour lui nuire.

J'implore le Créateur des cieux et de la terre, Maître du vent et des eaux, afin qu'il accorde à Bakary Saïdou Santé et longue vie, mais aussi la patience et la force morale du croyant.

J'implore l'unique Maître des mondes afin qu'il mette fin à cette injustice qui frappe si méchamment Bakary Saïdou, en punissant ceux qui ont, sans regret, on ne sait pour quelle détestable raison, décidé de passer outre l'enquête de Gendarmerie qui l'innocente totalement.

Monsieur le "Président"

Je vous souhaite joyeuses fêtes et un excellent séjour en terre nigérienne à vos hôtes venus des quatre coins d'Afrique.

Que Dieu protège le Niger et qu'il fasse périr les ennemis du peuple nigérien !

Mallami Boucar

Coordination régionale Lumana de Niamey

Qu'est-ce qui se passe encore ?

L'arène de luttes traditionnelles de Niamey a abrité, le samedi dernier, une manifestation politique dirigée par la coordination communale de Lumana du 4^e arrondissement de Niamey. Il s'agissait pour les organisateurs de la manifestation de faire une contre-conférence régionale au titre de la coordination régionale de Niamey. En rébellion vis-à-vis du bureau régional dirigé par Soumana Sanda, les militants de Lumana réunis sous la férule de Seyni Yacouba dit Mereda, ont décidé de mettre en place un bureau régional parallèle. Peut-on conclure que la cassure est désormais ouverte entre Soumana Sanda et Seyni Mereda ?

Le Moden/Fa Lumana est-il divisé à Niamey avec deux ailes du parti qui réclament chacune la légitimité et la légalité ? Manifestement, il y a des esprits payés pour torpiller le parti de

Hama Amadou. Et pour le faire, ils n'ont mieux à faire que de s'appuyer sur des taupes tapies au sein du bureau politique national. Si les deux ailes se réclament de Hama Amadou et affirment se battre pour travailler à son élection en 2021, il est curieux de constater avec quelle rage et quelle détermination certains s'activent à mettre de l'huile sur le feu. N'y a-t-il pas plus urgent et plus indiqué de se faire la guerre à l'interne. Les uns affirment que Soumana Sanda veut arracher le parti à Hama Amadou, ce qui fait sourire de dépit autour de lui tandis que les autres déclarent que Seyni Mereda travaille à déstabiliser Lumana pour le compte de Mohamed Bazoum qui lui a rendu visite, comme l'intéressé lui-même l'a reconnu. En tout état de cause, le conflit ne fait pas les affaires de Lumana, le seul parti politique qui suscite de l'espoir chez les Nigériens.

Adoption du Code électoral

Seyni Oumarou contrôle-t-il réellement le Mnsd Nassara?

L'on se rappelle, lors de son 9^e congrès ordinaire, tenu le 23 mars 2019 à Tahoua, le Mnsd Nassara a désigné Seyni Oumarou comme son candidat aux prochaines élections présidentielles de 2021. Dans l'enthousiasme et la ferveur militante, Seyni Oumarou a déclaré dans son allocution qu'il faut un code électoral consensuel et que le calendrier électoral doit être scrupuleusement respecté.

Aujourd'hui, les Nigériens se demandent pourquoi le Mnsd de Seyni Oumarou a-t-il voté ce même code électoral non consensuel ? Seyni Oumarou pense-t-il tirer profit au cas où Hama Amadou ne serait pas présent aux élections présidentielles de 2021 ? Quest-ce qui explique cette volte-face ? Est-ce vraiment le même Mnsd Nassara de Tandja Mamadou et de Hama Amadou ? Ousseïni Salatou, qui est le porte-parole de l'APR, la fantoche alliance créée face au Pnds et à sa machine que représente la MRN, semble être disparu des radars. Selon certains observateurs, le Mnsd de



Seyni Oumarou ne serait pas le seul parti politique considéré comme "alliés-otages" du Pnds Tarayya. Il y a également le MPR-Jamhuriya d'Albadé Abouba qui est, comme beaucoup d'autres, dans la même situation. C'est l'humiliation et le mépris qu'ils subissent nuit et jour sans savoir comment s'affranchir de cette tutelle mortelle. Pour de nombreux observateurs, ils savent ce qui les attend s'il leur arrive de claquer la porte de la renaissance.

Présidence tournante de la CEDEAO

Mahamadou Issoufou doit d'abord régler son litige avec son opposant avant de se mêler des conflits des autres pays



Faut-il en rire ou en pleurer ? Mahamadou Issoufou et le siens, eux, l'ont pratiquement fêté, dès sa descente d'avion, de retour d'Abuja où il a succédé au Président Mahamadou Buhari du Nigeria. Chaudement applaudi par la délégation officielle qui l'accueillait comme s'il a brillamment remporté un poste âprement disputé par plusieurs concurrents au niveau international, le Président Issoufou semble avoir énormément aimé la surprise de ses obligés puisqu'il a lui-même accompagné leurs applaudissements de quelques claquements de mains. Pour une présidence tournante entre les pays membres, ça ne valait pas la peine. Pour rappel, la CEDEAO compte 15 États membres et le Niger en a assuré la présidence en 2004, sous Mamadou Tanja. Sans tambours ni trompettes ! 15 ans plus tard, le Niger est à nouveau à l'honneur. C'est donc une présidence qu'assurent les États à tour de rôle, sans que l'institution puisse d'ailleurs y faire barrage au nom de ses principes et règlements. Il n'y a pas, a priori, de quoi

fouetter un chat. Pourtant, les partisans du pouvoir l'ont célébré comme une victoire diplomatique digne du nom. Une victoire diplomatique mise à l'actif d'un leadership du Président Issoufou à qui il serait reconnu des mérites indiscutables, notamment aux plans de la démocratie et du respect des droits de l'homme. Une perception aussi fautive qu'insultante pour la plupart des Nigériens aux yeux de qui le Président Issoufou n'a aucun de ces mérites.

Le président de la CEDEAO, Mahamadou Issoufou, vs Hama Amado, chef de file de l'opposition nigérienne, devant la Cour de justice de la CEDEAO ?

La désignation de Mahamadou Issoufou à la tête de la CEDEAO, eu égard aux habitudes de l'institution, jette un doute sérieux sur l'issue du contentieux judiciaire qui l'oppose au chef de file de l'opposition nigérienne devant la Cour de justice de la communauté. Si l'on ne peut douter de l'indépendance des juges de la Cour, l'institution dont ils dépendent

a montré tellement de laxisme face à la violation de ses principes fondamentaux par les chefs d'Etat qui doivent d'abord donner l'exemple, que rien ne semble impossible à envisager. Lorsqu'on connaît la procédure judiciaire qui a été suivie pour aboutir à une condamnation judiciaire de Hama Amadou et l'éliminer de la course au fauteuil présidentiel, il y a de belles raisons de penser que les autorités de Niamey poursuivront leurs "efforts" jusqu'au bout. Elles ne lésineront pas en conséquence sur les moyens. Le président en exercice de la CEDEAO, auteur d'un hold-up électoral en 2016, est-il un bon indicateur de l'évolution positive de la CEDEAO ? Nombre d'observateurs en doutent sérieusement.

La CEDEAO, un club de chefs d'État qui veillent sur leurs intérêts et non ceux des peuples

Au titre de ses principes cardinaux, « Toute accession au pouvoir doit se faire à travers des élections libres, honnêtes, et transparentes ». Un

principe auquel Mahamadou Issoufou a fait librement écho en prétendant, dans un message à la nation, qu'il ne cautionnera jamais des élections tropicalisées et qu'il se considérerait personnel responsable ». Des paroles qui sont restées de vœux pieux, les élections de 2016 ayant été un vulgaire hold-up électoral où les procès-verbaux ont été fabriqués, souvent loin des bureaux de vote et des sièges des commissions élections. Les élections de 2016, c'est de notoriété publique, n'ont été ni honnêtes ni transparentes. La CEDEAO le sait mieux que toute autre organisation sous-régionale ou internationale. Toujours sur la question des élections, la CEDEAO proclame que « Les listes électorales seront établies de manière transparente et fiable avec la participation des partis politiques et des électeurs qui peuvent les consulter en tant que de besoin ». Ce principe, également, a été violé en 2016 puisque les délais de l'affichage des listes, leur consultation et les réclamations éventuelles des citoyens n'a pas été respecté. Et dire que la CEDEAO a suivi de bout en bout le processus électoral nigérien et avait envoyé une forte délégation d'observateurs. Des observateurs ayant, évidemment, estimé que les choses se sont globalement bien passé.

La CEDEAO face aux processus électoraux

Sur bien des questions, la CEDEAO n'est pas crédible aux yeux de nombreux citoyens de l'espace. Elle représente, pour une large opinion, un club de chefs d'État décidés à se défendre et à défendre leurs positions, au mépris de ses propres principes et des intérêts des peuples. C'est ainsi que l'on reproche à la CEDEAO d'être toujours restée muette face aux dérives et aux travers de chefs d'État décidés à s'accrocher au pouvoir et/ou à se maintenir au pouvoir en violant toutes les règles de jeu démocratiques librement consenties. On triture les lois électorales, la CEDEAO ne dit rien, ne dénonce pas. On met en place une commission électorale

partisane, qui travaille, au vu et au su de tout le monde, pour fabriquer une victoire électorale, la CEDEAO laisse faire, fait semblant de chercher un consensus entre les parties en multipliant les missions de bons offices qui n'ont pour unique objectif que de rogner le temps et place les oppositions devant le fait accompli. On fait un hold-up électoral comme au Niger, on confisque les urnes, fabrique des procès-verbaux dont la fausseté est évidente au regard, la CEDEAO estime et déclare que les élections, hormis quelques incidents mineurs qui n'impactent pas sur le résultat final, se sont déroulées convenablement. À la fin, lorsque les résultats tronqués sont proclamés, la CEDEAO pousse un OUF de soulagement en parvenant, cahin-caha, à la fin de ce processus électoral cahoteux et les chefs d'État des pays membres, sans gêne, s'appellent d'abord en privé pour féliciter celui qui a su, malgré tout, s'imposer à son peuple, avant de sortir au grand jour avec des lettres officielles de félicitations. Et la CEDEAO tourne ainsi, jusqu'au prochain processus électoral où elle va dérouler le même agenda, la même procédure et la même démarche. Pour les mêmes résultats connus à l'avance.

La CEDEAO face aux coups d'arrêt aux dérives et travers des chefs d'État

La CEDEAO a justifié, à bien d'égards, cette regrettable image. C'est notamment le cas lorsque, comme dans le cas du Niger, un coup d'arrêt est porté aux dérives et travers d'un chef d'État. Alors, on sort les grands communiqués, on fait la grande gueule, on sort les muscles que l'on a cachés dans les situations indiquées pour les bander, bref on fait savoir que la CEDEAO existe et qu'elle a des principes dont elle n'accepte pas la violation. On va jusqu'à proclamer parfois la mise au ban d'un pays sous prétexte que la démocratie a été violée et que l'institution, pour son image, ne saurait cautionner la prise du pouvoir par la force. Est-ce crédible de ne réagir que dans les cas où l'État est

faible ? Est-ce crédible pour la CEDEAO de fermer les yeux sur la trituration des lois électorales et la manipulation des processus électoraux pour surgir seulement lorsque, d'une façon, il est vrai, contestable par ses principes, il est fait droit aux légitimes revendications d'un peuple sans défense ? Pour être prise au sérieux, la CEDEAO doit certainement changer de paradigmes et comprendre que l'intégration qu'elle promeut ne peut se faire qu'avec les peuples.

Mahamadou Issoufou aurait-il pu président en exercice de la CEDEAO si l'institution était respectueuse de ses propres textes ?

La désignation de Mahamadou Issoufou à la tête de la CEDEAO n'aurait certainement pas eu lieu si l'institution était peu regardante sur ses propres principes. D'abord, de tous les 15 Etats membres de la CEDEAO, le Niger est le seul pays où des gens croupissent en prison sans que la justice ait établi leur culpabilité. Bakary Saïdou, le président du groupe parlementaire du Moden Fa Lumana Africa sous la Première législature de la 7^e République est en prison depuis trois. Avec un dossier totalement vide, indique-t-on dans les milieux judiciaires. En tout état de cause, l'enquête de gendarmerie conduite à la demande du procureur de la République l'innocente totalement. Il n'y a pas que ça. Depuis huit ans, ce sont des centaines de Nigériens, militants de partis politiques, acteurs de la société civile, journalistes, pour l'essentiel, qui ont été interpellés et gardés en vue pendant quelques jours, sinon placés sous mandat dépôt dans une maison d'arrêt. Devenu président en exercice de la CEDEAO, Mahamadou Issoufou est désormais mieux placé qu'en 2016 pour veiller à ce que l'institution observe le strict silence sur le processus électoral qui s'annonce déjà très mal avec un cafouillage totale dans l'exécution du chronogramme électoral.

Doudou Amadou

Assemblée Générale Tournons La Page

Une vision pour 2022

Dans son discours de bienvenue le Coordonnateur national de Tournons La Page au Niger, Maikoul Zodi a tout d'abord parlé des récents événements survenus dans notre pays relativement à la sécurité, le devoir nous impose à ce moment précis d'avoir une fois de plus une pensée particulière aux victimes des violences terroristes et prions ensemble pour le repos de leurs âmes. Dans l'espoir d'une paix durable et de la sérénité retrouvée, se tient ce jour lundi 1^{er} juillet 2019, l'ouverture de l'Assemblée Générale de leur mouvement international Tournons La Page, un cadre de rencontres et d'échanges qui regroupe toutes coalitions nationales, de certaines organisations et des personnalités reconnues mondialement pour leurs engagements dans la promotion des valeurs démocratiques. Nous souhaitons la chaleureuse bienvenue sur cette terre nigérienne reconnue pour l'hospitalité légendaire de son peuple à tous ceux qui ont fait le déplacement de Niamey. Aujourd'hui il n'est un secret pour personne que les peuples du monde entier aspirent de plus en plus à une véritable gouvernance démocratique, à la jouissance des libertés individuelles et collectives à la paix, à la sécurité et à la stabilité. Ce qui peut justifier de notre point de vue le printemps arabe, la révolution au Burkina, les gilets jaunes en France et ici au Niger la mobilisation citoyenne contre les dérives autoritaires des gouvernants.

Dans l'esprit d'une gouvernance démocratique répondant aux exigences de l'aspiration de nos peuples, se situe la tenue d'élections libres, transparentes et inclusives surtout seul gage d'une alternance crédible pour porter des hommes et des femmes de valeurs aux destinées de nos nations. Malheureusement dans la plupart des pays africains, cette vérité ne fait pas bon ménage c'est pourquoi nous assistons de manière humiliante à des élections tropicalisées à des holdups électoraux. Le choix du Niger pour abriter l'AG mondiale est un véritable privilège et un réel motif de fierté pour tous les acteurs de notre coalition. Les présentes assises nous donneront l'occasion de dessiner notre vision 2020-2022, de tra-

vailler à la visibilité du réseau et au partage d'expériences.

Après le discours de bienvenue du coordonnateur national, ce fut le tour du Président Tournons la page, Laurent DUARTE de prononcer son intervention dont nous vous livrons quelques extraits : «Lorsqu'en octobre 2014 naissait officiellement Tournons la page peu d'entre nous imaginions voir cinq ans plus tard près de 250 structures et des milliers de citoyens d'Afrique et d'Europe œuvrer durablement, au sein d'un même mouvement, pour une Afrique plus démocratique et respectueuse des droits. Cette réussite, c'est la vôtre, celle de militants de la diversité de la société civile : ONG de droits de l'homme ; organisations confessionnelles ; organisations de femmes ; syndicats ; mouvements de jeunes... Cette réussite c'est la vôtre par tous les risques que vous prenez au quotidien pour faire vivre cet espoir d'une Afrique libre et prospère. Ici, au Niger, vous l'avez payé au prix fort, au prix d'une privation de votre liberté pendant 4 à 6 mois pour une vingtaine d'entre vous. Aujourd'hui encore, nous devons nous rappeler qu'à Zinder, **Saddat Illya** est toujours détenu. Je tiens à saluer l'ensemble des membres de Tournons la page Niger pour leur capacité de résilience et leur mobilisation sans faille. Il y a un an, fortement réprimé, votre coalition accueille aujourd'hui la première Assemblée Générale internationale de Tournons la page. Il faut vous applaudir ! Je tiens à remercier également le Président de la Commission Nationale des Droits de l'homme du Niger qui nous fait l'honneur de sa présence ce matin à nos côtés. Depuis 5 ans, nous avons créé une solidarité hors du commun, au gré des réussites et des échecs de notre mouvement. Chaque arrestation, chaque intimidation, chaque attaque a renforcé notre mouvement, notre capacité à réagir, à nous entraider au-delà des frontières nationales. Alors que la Mauritanie s'enfoncé dans une nouvelle crise post-électorale dont le continent a tant souffert, les pouvoirs en place en Guinée et en Côte-d'Ivoire préparent, au mépris de la constitution et de la volonté de leurs peuples, leur maintien au pouvoir. Au Burundi, le régime



qui a fait fuir ou assassiner toutes les voix critiques, se prépare à une nouvelle mascarade électorale en 2020. Ici au Niger, la loi électorale votée la semaine passée sans l'approbation de la société civile ou de l'opposition n'augure rien de bon pour les élections à venir en 2021. Au Tchad, avec l'aval d'une communauté internationale aveuglée par son obsession sécuritaire et migratoire, Idriss Deby a transformé le système politique en une monarchie républicaine, retardant sans cesse la tenue des élections législatives. En RDC, la cohabitation négociée, au mépris du choix des congolais, a considérablement diminué le peu de légitimité dont jouissaient les institutions chargées de la régulation de la vie civique et démocratique. Au Cameroun, meurtri par deux guerres et où l'espace civique est réduit à peu de chagrin, la fin du régime crépusculaire de Paul Biya laisse craindre le pire.»

Et enfin intervient le discours d'ouverture du président de la Commission nationale des Droits de l'Homme (CNDH). Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la chaleureuse bienvenue à l'ensemble des participants ayant effectué le déplacement de Niamey, ceux venus des pays d'Afrique, d'Europe et des organisations de la coalition internationale trouvent ici toute notre gratitude et notre reconnaissance pour le choix de notre pays afin d'abriter

les présentes assises. Votre mouvement qui est composé de plus 200 organisations de la société civile de par le monde, des organisations de la société civile dont la plupart lutte en faveur des droits de l'homme, la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance font que la votre campagne intéresse naturellement la CNDH. La CNDH n'est placée ni sous l'autorité directe de l'Exécutif, ni du législatif ni du judiciaire. Elle a une vocation de neutralité et d'impartialité dans la recherche des faits en matière de Droits Humains (DH). Au cours de ses investigations, elle agit dans un cadre juridique bien défini en se conformant à la loi et aux principes sacro-saints de la justice et de l'Etat de droit. A l'occasion de votre Assemblée Générale et cela durant vos 5 jours de travaux vous allez vous pencher sur la vision de votre campagne d'ici 2022. Je profite également de cette tribune pour réitérer mes félicitations à la coalition Niger Tournons la page, pour le prix de Droit de l'Homme de la République française édition 2018 qui lui a été attribué par le Conseil National Consultatif des Droits de l'homme (CNCNDH) de la République française, le 10 décembre 2018 à Paris. Ce prix est autant un honneur pour LTP Niger et la coalition internationale TLP, que pour notre pays et l'ensemble des acteurs qui luttent en faveur des droits de l'homme au Niger.

Poulho Y.

Entretien avec le député Soumana Sanda

« Est-ce que le Niger doit arrêter de fonctionner parce qu'un sommet de l'UA s'y tient ? », se demande Soumana Sanda

Soumana est député national au titre du parti LUMANA FA.

Il fait partie des initiateurs de la motion de censure discutée et votée le jeudi dernier. Dans l'entretien qui suit il explique les raisons du dépôt de motion et les leçons qu'il tire après cet exercice démocratique.

Niger Inter : vous êtes parmi les initiateurs de la motion de censure de l'opposition discutée et votée le jeudi 27 juin dernier.

Quel est votre sentiment après cet exercice démocratique ?

Député Soumana Sanda : c'est un sentiment de satisfaction totale, en ce sens que la possibilité que nous avons eu d'exercer ce droit constitutionnel prouve à souhait que rien n'est immuable ici-bas. Les frustrations accumulées par les uns et les autres durant ces 8 ans ont commencé à créer des fissures au niveau de l'édifice usurpé, et que le gagnant dans tout cela c'est le peuple Nigérien qui est désormais conscient que la représentation nationale notamment l'opposition sait exactement ce qu'il endure.

Niger Inter : la majorité parlementaire a dénoncé le caractère inopportun de votre motion de censure au regard du contexte notamment le Sommet de l'UA qui se tiendra à Niamey.

Que répondez-vous ?

Député Soumana Sanda : la motion de censure est une activité politique comme toute autre, qui n'est pas différente de la campagne que le



président du PNDS a commencé à Dioundjou et dans le Boboye. La majorité semble oublier que toutes les motions de censure déposées pendant qu'elle était à l'opposition, étaient consécutives à un événement majeur dans notre pays. Est-ce que le Niger doit arrêter de fonctionner parce qu'un sommet de l'UA s'y tient ? Assurément pas ! Nous avons exercé un droit constitutionnel au moment où nous avons eu la possibilité de le faire.

Niger Inter : A bien lire votre motion de censure c'est comme si depuis 8 ans le gouvernement de Brigi Rafini n'a rien fait pour le Niger. N'est-ce pas de la mauvaise foi ?

Député Soumana Sanda : nous n'avons fait que partager le sentiment général des Nigériens, qui ont constaté une dégradation sans précédent de leurs conditions de vie, qui ont soif de justice, qui constatent que l'avenir de leurs enfants et petits-enfants sont compromis par la dette et qui ne voient aucune perspective qui leur

permettent d'espérer.

Niger Inter : la motion de censure a été votée par 38 pour au lieu de 35 signataires. Comment expliquez-vous ce camouflet pour la majorité ?

Député Soumana Sanda : ce n'est que le début d'un processus inévitable de démantèlement de cette majorité de circonstance. Le PNDS ne perd rien pour attendre in sha Allah.

Niger Inter : quelle leçon avez-vous tirée de cette motion de censure ?

Député Soumana Sanda : La première leçon c'est que le peuple nigérien et amplement informé de la situation catastrophique dans laquelle les Renaissants ont plongé notre pays. La deuxième Leçon, les Nigériens ont réalisé que Hama Amadou continue à hanter leur sommeil, au point où il était plus présent dans les débats que ceux qui ont été interpellés.

Et la troisième leçon, les Nigériens ont pu se rendre compte que les invectives, les encensements et les applaudissements programmés ont remplacé les arguments que la majorité devrait nous opposer.

Propos recueillis par Elh. M. Souleymane

Niger : 18 soldats tués lors de l'attaque d'un camp militaire près de la frontière avec le Mali

Des djihadistes ont pris d'assaut un camp militaire nigérien dans la zone d'Inates, dans l'ouest du pays. Quatre soldats sont toujours portés disparus, selon les autorités.

Au moins dix-huit soldats nigériens ont été tués et quatre sont portés disparus après une attaque menée lundi par des djihadistes dans la zone d'Inates, dans l'ouest du pays, près de la frontière avec le Mali, a annoncé mardi 2 juillet le ministère de la défense nigérien.

« Le 1^{er} juillet, aux environs de 14 h 30 (15 h 30 en France), le poste militaire avancé d'Inates (...) a repoussé une attaque menée par des éléments terroristes », peut-on lire dans le communiqué du ministère. « Cette attaque a commencé avec l'explosion de deux

véhicules kamikazes à l'entrée du camp suivie des tirs des terroristes venus à moto. La riposte avec l'appui aérien des partenaires [français et américains] a permis de mettre l'ennemi en déroute hors de nos frontières », poursuit le texte qui précise que « les opérations de ratissage se poursuivent ».

L'attaque n'a pour l'heure pas été revendiquée mais c'est dans cette même zone que 18 combattants de l'organisation Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) avaient été tués lors d'une opération conjointe des forces armées nigérienne, française et américaine menée du 8 au 18 juin dans l'ouest du Niger.

Cette opération conjointe s'était déroulée dans la région frontalière nord de Tongo

Tongo où est actif un groupe de l'EIGS impliqué dans l'embuscade du 14 mai [qui avait coûté la vie à 28 soldats nigériens](#).

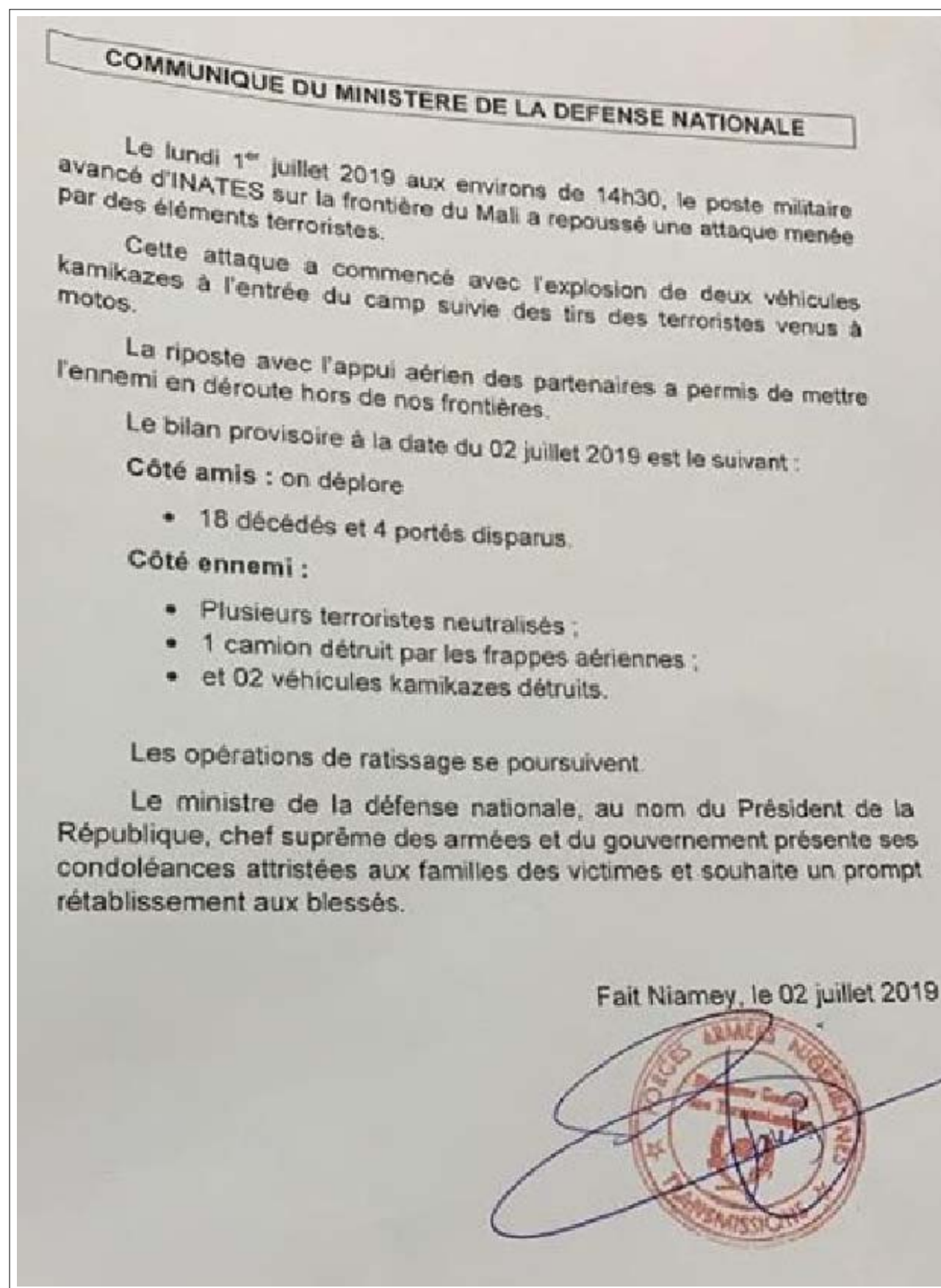
Les forces spéciales déployées à Niamey

L'attaque de lundi survient au moment où Niamey accueille du 4 au 8 juillet un sommet de l'Union africaine (UA) qui doit réunir une cinquantaine de chefs d'Etat. La capitale nigérienne, déjà habituellement fortement militarisée, fait l'objet d'un déploiement de forces spéciales en vue de cet événement que les autorités considèrent comme important pour l'image du pays.

Pays très pauvre, le Niger – comme ses voisins sahéliens, le Mali et le Burkina – fait face à des attaques récurrentes des groupes djihadistes dans l'Ouest. Le pays est aussi confronté aux raids du groupe islamiste nigérien Boko Haram dans le Sud-Est.

En octobre 2017, l'Etat islamique dans le Grand Sahara avait revendiqué une attaque qui avait coûté la vie à quatre soldats américains et cinq militaires nigériens dans la zone de Tongo Tongo, située dans la région de Tillabéri, à une vingtaine de kilomètres de la frontière avec le Mali.

Le Monde avec AFP



LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

Directeur de publication

Arouna Yacouba
94.95.75.33

Directeur Commercial

Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOURD'HUI
Tirage : 1000 Exemplaires sur
les presses de DARCYS